

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

5 MAI 1994

PROJET DE LOI

**portant statut des militaires
court terme**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
LA DEFENSE NATIONALE (1)

PAR M. CANDRIES

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet de loi au
cours de ses réunions des 26 et 27 avril 1994.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Devolder.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Candries, Cauwen-
berghs, Ghesquière, Mar-
soul, Sarens.
P.S. MM. Biefnot, Féaux,
Harmegnies (Y), Henry.
V.L.D. MM. Cordeel, Demeulenaere,
Devolder, Van Mechelen.
S.P. MM. Colla, De Bremaeker,
Peeters (J.).
P.R.L. MM. De Decker, Saulmont.
P.S.C. MM. Beaufays, Séneca.
Ecolo/ MM. Dallons, Van Diende-
Agalev ren
VI. M. Spinnewyn.
Blok

B. — Suppléants :

MM. Brouns, Moors, Taylor, Van der
Poorten, Vandeurzen, Van Looy.
MM. Charlier (G.), Janssens,
Perdieu, Ylief, N.
MM. Chevalier, Coveliers, Kemp-
naire, Van houtte, Vautmans.
MM. Bourgois (M.), Peeters (L.),
Schellens, Swennen.
MM. Damseaux, Draps, Pivin.
MM. Charlier (Ph.), Gehlen, Pon-
celet.
MM. Barbé, Mrael, Winkel.
MM. Dewinter, Van Overmeire.

Voir :

- 1391 - 93 / 94 :

- N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
- N° 2 : Amendements.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

5 MEI 1994

WETSONTWERP

**houdende statuut van de militairen
korte termijn**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER CANDRIES

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsontwerp besproken
tijdens haar vergaderingen van 26 en 27 april 1994.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Devolder.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Candries, Cauwen-
berghs, Ghesquière, Mar-
soul, Sarens.
P.S. HH. Biefnot, Féaux,
Harmegnies (Y), Henry.
V.L.D. HH. Cordeel, Demeulenaere,
Devolder, Van Mechelen.
S.P. HH. Colla, De Bremaeker,
Peeters (J.).
P.R.L. HH. De Decker, Saulmont.
P.S.C. HH. Beaufays, Séneca.
Ecolo/ HH. Dallons, Van Diende-
Agalev ren
VI. H. Spinnewyn.
Blok

B. — Plaatsvervangers :

HH. Brouns, Moors, Taylor, Van der
Poorten, Vandeurzen, Van Looy.
HH. Charlier (G.), Janssens,
Perdieu, Ylief, N.
HH. Chevalier, Coveliers, Kemp-
naire, Van houtte, Vautmans.
HH. Bourgois (M.), Peeters (L.),
Schellens, Swennen.
HH. Damseaux, Draps, Pivin.
HH. Charlier (Ph.), Gehlen, Pon-
celet.
HH. Barbé, Mrael, Winkel.
HH. Dewinter, Van Overmeire.

Zie :

- 1391 - 93 / 94 :

- N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senant.
- N° 2 : Amendementen.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

1. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

1. *But du projet*

Le Ministre observe que jusqu'il y a peu, on trouvait dans les Forces armées, à côté de militaires servant jusqu'à leur pension (militaires de carrière et de complément), un nombre important d'autres militaires servant à la faveur d'un engagement et de rengagements successifs (militaires temporaires et auxiliaires).

Depuis fin 1990, le cadre temporaire a été supprimé et le recrutement de cette catégorie de militaires a été arrêté. Le temps passant, ce cadre est donc voué à l'extinction.

Cette situation, couplée à la suppression du service militaire obligatoire, rend nécessaire la création d'un cadre de militaires court terme, dont les buts essentiels sont :

1° le rajeunissement permanent des cadres et de la troupe, surtout dans les unités opérationnelles des Forces armées;

2° la mise sur pied et le maintien d'une composante de réserve indispensable.

2. *Caractéristiques du statut*

a. La courte durée, limitée à cinq ans et liée à un âge maximum de vingt-cinq ans. L'engagement initial est contracté pour deux ans et un maximum de trois engagements successifs d'un an peuvent être contractés pour autant qu'on ne dépasse pas la limite d'âge de vingt-cinq ans.

Ceci est le résultat de longues négociations avec les organisations syndicales et les autres Départements, qui ne voulaient en aucun cas reproduire les inconvénients liés au cadre temporaire.

Selon des études menées par le CRS, un engagement initial de trois ans aurait un effet dissuasif. Enfin, la réinsertion de l'ex-militaire court terme sur le marché du travail est facilitée par la limite d'âge imposée.

b. Les militaires court terme sont exclusivement destinés à des fonctions de base dans les unités de combat et d'appui. L'autorité adéquate pour prendre des décisions à caractère statutaire est le Chef de Corps, qui jouera un rôle important, avec cependant des possibilités de recours, au niveau du Chef d'Etat-Major de la Force, pour ceux qui marqueraient leur désaccord avec les décisions prises.

c. Les conditions d'études exigées ne sont pas les mêmes que celles prévues pour le cadre de carrière. Comme la base de recrutement doit être aussi large que possible et que ces militaires n'occuperont que des fonctions de base, il ne semble pas nécessaire de poser les mêmes exigences d'études que pour les militaires qui sont appelés à poursuivre une carrière complète, avec formation continue.

I. — INLEIDING DOOR DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING

1. *Doel van het ontwerp*

In de krijgsmacht vond men tot voor kort, naast de militairen die kunnen dienen tot hun pensionering (beroeps- en aanvullingsmilitairen), een groot aantal militairen die dienden onder een regime van een dienstneming en opeenvolgende wederdienstnemingen (tijdelijke militairen en hulpofficieren).

Eind 1990 werd het tijdelijk kader afgeschaft en is de rekrutering van tijdelijke militairen gestopt. Met-tertijd is het tijdelijk kader tot verdwijnen gedoemd.

Deze toestand, en daarbij komend de opschorting van de verplichte militaire dienst, maken het creëren van het statuut van militairen korte termijn noodzakelijk. Voornamelijk beoogd worden :

1° de voortdurende verjonging van de kaders en van de troep, vooral in de operationele eenheden van de krijgsmacht;

2° het mogelijk maken van de opbouw en de handhaving van een onontbeerlijke reservecomponent.

2. *Voornaamste kenmerken van het statuut*

a. De korte duur, beperkt tot maximum vijf jaar en gekoppeld aan een maximumleeftijd van 25 jaar. De dienstneming wordt voor twee jaar aangegaan; maximum drie wederdienstnemingen van elk één jaar kunnen nadien nog worden aangegaan, voor zover men de leeftijd van 25 jaar niet bereikt.

Dit is het resultaat van lange onderhandelingen met de vakverenigingen en de andere departementen, die in geen geval de nadelen verbonden aan het tijdelijk kader wensten over te nemen.

Volgens studies die in het CRS (Centrum voor Rekrutering en Selectie) werden gedaan, zou bovendien een aanvankelijke dienstneming van drie jaar een ontradend effect hebben. Ten slotte wordt de herintrede op de arbeidsmarkt van de ex-militair korte termijn dank zij de beperking inzake leeftijd vergemakkelijkt.

b. De korte-termijnmilitairen worden uitsluitend in basisfuncties in gevechts- en steuneenheden geplaatst. De bevoegde overheid om statutaire beslissingen te nemen is de korpscommandant, die een grote rol zal spelen. Er wordt evenwel in mogelijkheden tot beroep bij de stafchef van het krijgsmachtdeel voorzien voor degenen die zich niet akkoord kunnen verklaren met de genomen maatregelen.

c. De studievereisten zijn niet dezelfde als die waarin is voorzien voor het beroepskader. Aangezien de rekruteringsbasis zo breed mogelijk moet zijn en deze militairen uitsluitend basisfuncties zullen bekleden, lijkt het niet noodzakelijk hetzelfde studieniveau te eisen als voor militairen die een volledige loopbaar, met voortgezette opleiding zullen doorlopen.

Le potentiel en jeunes gens est en effet identique à celui dans lequel on puise pour les miliciens, avec la grande différence qu'il faut attirer des volontaires. Vu l'effet de la dénatalité et l'évolution inquiétante de la situation médicale et de la condition physique de notre jeunesse, constatée par le CRS, il est nécessaire de ne pas s'imposer de conditions trop draconiennes.

d. Une autre caractéristique est que le militaire court terme aura le même salaire que son collègue des cadres de carrière et de complément, ceci pour augmenter l'attractivité du statut. A la fin d'un rengagement, il bénéficiera d'une prime de reclassement et aura droit à des exemptions de service en vue de sa réinsertion sur le marché du travail. Un service spécifique de « remplacement » les y aidera, grâce à une approche dynamique et à l'organisation d'un flux d'informations entre, d'une part, les entreprises et les centres de formation et, d'autre part, les intéressés.

Dans la même logique, ils auront des priorités dans les concours de recrutement pour le cadre de carrière, pour autant qu'ils répondent aux exigences d'études et qu'ils réussissent les épreuves. La Gendarmerie pourrait en faire autant.

Malheureusement, il n'y a pas perspective de recrutement pour la Fonction publique, où le reclassement des fonctionnaires en place et de nombreux contractuels pose déjà des problèmes jusqu'au-delà de l'an 2000. C'est pourquoi, le Ministre de la Fonction publique a demandé d'exclure cette possibilité afin de ne pas donner d'illusions aux ex-militaires court terme.

II. — DISCUSSION GENERALE

M. Demeulenaere observe que, comme pour le projet de loi relatif à l'utilisation des militaires en dehors des Forces armées, ce projet vise avant tout à abaisser l'âge moyen des militaires. Il permet également de pouvoir disposer d'un effectif entraîné et en excellente condition physique et à assurer le maintien d'une réserve adéquate. Cependant, l'on semble vouloir attirer essentiellement des jeunes peu scolarisés. Or l'armée a besoin également d'hommes mieux formés. L'intervenant formule le vœu que, pendant leur service, les militaires puissent bénéficier d'une certaine formation afin de se retrouver mieux armés pour la vie professionnelle.

M. Spinnewyn s'inquiète du fait qu'un cadre trop jeune pourrait, dans certaines circonstances difficiles, comme celles qui se sont produites au Rwanda ces jours derniers, éprouver des problèmes par manque d'expérience.

Il désire connaître quelle sera la proportion de militaires de carrière vis-à-vis de celle des militaires court terme.

Par ailleurs, il demande s'il ne serait pas souhaitable que, tout comme c'est le cas pour des sous-offi-

Het potentieel aan jongeren is immers hetzelfde als dat waaruit de huidige dienstplichtigen worden geput, met het grote verschil dat vrijwilligers moeten worden aangetrokken. Gezien het dalende geboortecijfer en gelet op de, door het CRS vastgestelde, zorgwekkende vermindering van de algemene medische en fysieke conditie van onze jeugd mogen geen te strenge voorwaarden worden opgelegd.

d. Een ander kenmerk is dat de militair korte termijn dezelfde wedde als zijn collega van het beroeps- of aanvullingskader zal genieten, dit om de attractiviteit van het statuut te verhogen. Na het einde van een wederdienstneming zal hij een herclasseringspremie ontvangen en zal hij recht hebben tijdens zijn laatste wederdienstneming op dienstvrijstellingen met het oog op de terugkeer naar de arbeidsmarkt. Een specifieke begeleidingsdienst zal hem steunen, dank zij een dynamische aanpak en de organisatie van een informatiestroom tussen enerzijds de ondernemingen en de opleidingsinstellingen en anderzijds de belanghebbenden.

In de wervingsexamens voor het beroepskader zal aan degenen die aan de voorziene studievereisten voldoen en die voor de examens slagen voorrang worden gegeven. De rijkswacht zou dezelfde lijn kunnen volgen.

Ongelukkig genoeg is er geen ruimte voor werving in de ambtenarij, waar de herclassering van de huidige ambtenaren en van de talrijke contractuelen nu al problemen doet rijzen tot na het jaar 2000. Daarom heeft de minister van Ambtenarenzaken gevraagd deze mogelijkheid uit te sluiten, om de gewezen korte-termijnmilitairen niet te misleiden.

II. — ALGEMENE BESPREKING

De heer Demeulenaere merkt op dat het, net als bij het wetsvoorstel betreffende de beziging van militairen buiten de krijgsmacht, ook hier vooral de bedoeling is de gemiddelde leeftijd van de militairen te verlagen. Dank zij dit wetsvoorstel kan het leger ook beschikken over geëngageerde manschappen met een goede lichamelijke conditie en over de nodige reserve. Blijkbaar wil men toch vooral weinig geschoolde jongeren aantrekken. Het leger heeft evenwel ook behoefte aan beter opgeleide mensen. Spreker wenst dat de militairen tijdens hun dienst een opleiding zouden krijgen, zodat ze beter gewapend zijn voor het beroepsleven.

De heer Spinnewyn maakt zich zorgen over het feit dat een te jong kader in bepaalde moeilijke omstandigheden, zoals onlangs in Ruanda, door een gebrek aan ervaring met problemen te kampen zou kunnen krijgen.

Hij wenst te weten wat de verhouding beroepsmilitairen — militairen korte termijn zal zijn.

Voorts wil hij weten of het niet wenselijk is militairen op korte termijn te recruteren als een vorm van

ciers qui peuvent atteindre dans le cadre de la promotion sociale le grade de sous-lieutenant, on recrute des militaires dans le cadre court terme à qui on permet ensuite d'avoir accès à une forme de promotion sociale équivalente. Le nombre de candidats serait certes peu élevé mais cela créerait une possibilité d'avenir pour ceux qui sont réellement motivés pour être militaires.

M. Féaux fait remarquer qu'un certain nombre de garanties devraient être intégrées dans le projet pour assurer le succès du système. Ainsi, il serait intéressant qu'une procédure d'appel soit mise en place en cas de refus de rengagement par les autorités militaires d'une part, et que le refus de rengagement soit motivé d'autre part.

Le militaire court terme reste soumis aux obligations militaires pendant 10 ans et pour un maximum de 27 jours par an. Ces obligations risquent cependant de compliquer la réinsertion professionnelle des ex-volontaires.

Il serait peut-être utile d'étendre à leur profit l'application de la loi du 3 juillet 1978 et de considérer les périodes de rappel sous les armes comme suspensives de l'exécution du contrat de travail.

Organiser les rappels, de façon exceptionnelle, pendant les week-ends par exemple, favoriserait également la réinsertion professionnelle. Finalement, l'intervenant estime qu'il serait opportun afin de faciliter le recrutement, de l'organiser sur une base locale de proximité et d'offrir la garantie que le lieu d'affectation sera relativement proche.

M. Dallons éprouve des inquiétudes quant à la motivation des jeunes attirés par ce statut court terme. Il craint que des jeunes gens, un peu débousolés mais séduits par une formation paramilitaire, s'engagent dans cette voie sans réfléchir aux conséquences de ce choix. Par ailleurs, cela a été confirmé par le lieutenant général Briquemont : il faut compter sur une formation de minimum six mois pour obtenir un soldat techniquement et psychologiquement valable. Ensuite, il faut à nouveau six mois d'adaptation dans les fonctions.

L'intervenant propose donc de prolonger la période d'engagement jusqu'à minimum 3 ans, ce qui incitera, d'une part, le jeune à davantage de réflexion et d'autre part, assurera un meilleur encadrement.

L'intervenant est également d'avis qu'il serait salubre de recruter les militaires court terme jusqu'à l'âge de 30 ans, parce qu'outre une bonne condition physique, le militaire doit surtout disposer d'un bon équilibre psychologique.

sociale promotion, net zoals de onderofficieren de graad van onderluitenant kunnen behalen om ze dan vervolgens toegang te verlenen tot een gelijkwaardige vorm van sociale promotie. Het aantal kandidaten zou weliswaar niet erg hoog liggen, maar het zou een oplossing zijn voor degenen die werkelijk gemotiveerd zijn om een loopbaan bij het leger uit te bouwen.

De heer Féaux merkt op dat in het ontwerp een aantal waarborgen moet worden ingebouwd om het welslagen ervan te garanderen. Zo zou het interessant zijn te voorzien in een beroepsprocedure in geval de militaire overheid de wederdienstneming weigert. Voorts moet de weigering van wederdienstneming gemotiveerd worden.

De militair korte termijn blijft onderworpen aan de militaire verplichtingen gedurende tien jaar en voor maximaal 27 dagen per jaar. Die verplichtingen dreigen evenwel de herinpassing van voormalige vrijwilligers in het beroepsleven te bemoeilijken.

Daarom ware het misschien nuttig de toepassing van de wet van 3 juli 1978 tot die vrijwilligers uit te breiden en te bepalen dat de uitvoering van de arbeidsovereenkomst wordt geschorst tijdens de periodes van wederoproeping.

De inpassing in het beroepsleven kan tevens worden bevorderd door de wederoproeping uitzonderlijk tijdens de weekends te organiseren. Tot slot is spreker van oordeel dat de rekrutering vergemakkelijkt kan worden door ze telkens op een nabijgelegen plaatselijke basis te laten plaatsvinden en door te waarborgen dat de standplaats niet veraf zal liggen.

De heer Dallons is ongerust over de motivering van de jongeren die door het korte-termijnstatuut worden aangetrokken. Hij vreest dat het statuut jonge mensen aanlokt die de kluts wat kwijt zijn en zich aangetrokken voelen door de paramilitaire opleiding, maar zich geen rekenschap geven van de gevolgen van die keuze. Dat wordt trouwens bevestigd door luitenant-generaal Briquemont : er is een opleiding van minimaal zes maanden nodig om een technisch en psychologisch weerbare soldaat af te leveren. Daarna zijn nog zes maanden inwerking in de functie nodig.

Spreker stelt daarom voor de termijn van dienstneming te verlengen tot ten minste 3 jaar : dat zal de jongeren twee keer doen nadenken en tevens de kwaliteit van het kader ten goede komen.

Spreker is tevens van oordeel dat het goed zou zijn de maximumleeftijd bij de werving van militairen korte termijn op dertig jaar te brengen, omdat de militair niet alleen een goede lichaamsconditie, maar vooral een evenwichtige geestgesteldheid moet hebben.

III. — REPONSES DU MINISTRE

Le Ministre confirme la volonté des Forces armées de contribuer à une formation adéquate du militaire court terme et ce, depuis le début de son service. Mais il est d'avis que cette formation ne doit pas uniquement dépendre de l'armée. Celle-ci doit essentiellement s'occuper de la formation militaire.

Le programme de recyclage élaboré comprendra la possibilité de suivre des formations d'ordre technique et informatique et également des cours de langues.

Le Ministre envisage de s'adresser aux différents centres de formation du pays afin d'assurer cette partie du recyclage. Des contacts ont d'ailleurs déjà été pris en ce sens.

Le Ministre ne partage pas l'inquiétude des membres à propos de l'âge des recrues, qui seront toujours encadrés par des militaires de carrière constituant plus de la moitié des effectifs.

Il craint, au contraire de ne pas pouvoir conserver l'actuelle pyramide des âges. C'est pourquoi, il convient de mettre au point un système qui organise une alternance après quelques années.

La promotion sociale sera organisée et étendue mais il faudra, à ce propos, parvenir à un changement des mentalités au sein des Forces armées et de l'Etat-Major général.

Le Ministre rassure les membres quant à un certain nombre de garanties qui seront incorporées dans les arrêtés d'exécution, notamment en ce qui concerne la motivation des refus de rengagement et les possibilités de recours, ainsi que les possibilités d'être affecté auprès du domicile.

Le Ministre précise que la période de rappel de 27 jours par an, prévue dans le projet, ne sera pas prestée automatiquement mais en fonction de l'organisation future de la réserve. Cependant ces rappels seront très importants, si l'on veut non seulement conserver mais aussi valoriser la formation performante dont les militaires court terme auront bénéficié après 5 ans au maximum.

Finalement, il souligne que la période de deux ans d'engagement minimum lui semble suffisante. Les jeunes de 18 à 20 ans n'aspirent pas encore à la stabilité que recherchent les personnes plus mûres. Un engagement trop long serait davantage de nature à les décourager. La possibilité, qui leur est offerte de se rengager après ces deux années, est plus stimulante et l'on observe que d'autres pays, comme les Pays-Bas par exemple, ont créé un système équivalent.

Par ailleurs, s'il est prouvé qu'il faut pour un militaire au moins 6 mois de formation, l'on peut considérer que pendant les 6 mois qui sont nécessai-

III. — ANTWOORDEN VAN DE MINISTER

De minister bevestigt dat de krijgsmacht van plan is de militair korte termijn vanaf zijn dienstneming een passende opleiding te geven. Hij is evenwel van oordeel dat die opleiding niet alleen van het leger afhangt. Het leger moet zich vooral op de militaire opleiding toeleggen.

Het geplande omscholingsprogramma omvat onder meer een technische of informatica-opleiding en voorziet ook in taalcursussen.

Om aan die programmapunten uitvoering te geven is de minister voornemens zich tot de diverse landelijke opleidingscentra te wenden en er werden in dat verband overigens reeds contacten gelegd.

In tegenstelling met de leden maakt de minister zich niet ongerust over de leeftijd van de rekruten aangezien zij altijd geleid zullen worden door een kader van beroepsmilitairen die meer dan de helft van de manschappen zullen uitmaken.

Hij vreest integendeel dat de huidige leeftijds piramide niet zal kunnen worden gehandhaafd en het verdient dan ook aanbeveling een regeling uit te werken die, na verloop van enkele jaren, in een alternatief voorziet.

De mogelijkheid om op te klimmen op de maatschappelijke ladder zal georganiseerd en uitgebreid worden, maar om daartoe te komen is een mentaliteitswijziging bij het leger en ook bij de generale staf noodzakelijk.

De minister stelt de leden gerust inzake een aantal waarborgen die in de uitvoeringsbesluiten zullen worden ingebouwd, met name met betrekking tot de motivering van de weigering om bij te tekenen en tot de mogelijkheden om beroep in te stellen en in de nabijheid van de woonplaats gekazerneerd te worden.

De minister merkt op dat de periode van 27 dagen per jaar waarin het ontwerp in verband met de gewone wederoproeping voorziet geen automatisch karakter zal hebben, maar afhankelijk zal zijn van de toekomstige organisatie van het reservekader. Die wederoproeping zullen evenwel zeer belangrijk zijn als men de hoge graad van paraatheid die de militairen korte termijn na een periode van maximum 5 jaar verworven zullen hebben, niet alleen op peil wenst te houden maar zelfs wil versterken.

Ten slotte benadrukt de minister dat een dienstneming voor een periode van minimum 2 jaar hem toereikend lijkt. In tegenstelling met mensen op rijpere leeftijd is stabiliteit niet precies datgene waar jongeren van 18 tot 20 jaar in de eerste plaats naar streven en een te lange termijn zou hen eerder ontmoedigen. De hun geboden mogelijkheid om na die twee jaar bij te tekenen werkt stimulerender en een soortgelijke regeling bestaat overigens onder meer ook in Nederland.

Bovendien mag men, hoewel het bewezen is dat voor een militair een opleiding van ten minste 6 maanden noodzakelijk is, evenwel aannemen dat

res à son adaptation, celui-ci a déjà acquis une certaine fonctionnalité et devient très rapidement opérationnel.

IV. — DISCUSSION DES ARTICLES

Articles 1^{er} à 4

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Art. 5

M. Dallons dépose un amendement n° 1 (Doc. n° 1391/2), qui vise, à cet article, à remplacer les mots « deux ans » par les mots « trois ans ». Il renvoie à sa justification écrite de l'amendement et à son intervention lors de la discussion générale (cf. *supra*).

Le Ministre renvoie, quant à lui, à sa réponse dans cette même discussion.

Art. 6

M. De Bremaeker relève le caractère quelque peu contradictoire des termes de l'article. En effet, au § 2, on stipule qu'une seule incorporation a lieu par année. Puis, on ajoute que plusieurs incorporations peuvent être organisées pour répondre à des besoins exceptionnels. Qu'en est-il exactement ?

Le Ministre répond que l'incorporation unique constituera la règle générale, tandis que la répétition de cette opération demeurera l'exception.

Art. 7 à 11

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Art. 12

M. De Bremaeker se demande si, à cet article, on n'a pas oublié les grades de la Force navale.

Le Ministre répond par la négative. Il renvoie à l'article 3, où il est stipulé que « pour l'explication de la présente loi, chaque fois qu'un grade est mentionné, le grade équivalent est aussi pris en considération ».

hij gedurende die periode van 6 maanden die hij nodig heeft om zich aan te passen, reeds zijn sporen verdiend heeft en nagenoeg klaar is om op korte termijn te worden ingezet.

IV. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikelen 1 tot 4

Over die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 5

De heer Dallons dient een amendement n° 1 (Stuk n° 1391/2) in, dat ertoe strekt in dit artikel de woorden « twee jaar » te vervangen door de woorden « drie jaar ». Hij verwijst naar de schriftelijke verantwoording van zijn amendement en naar zijn uiteenzetting tijdens de algemene bespreking (zie hierboven).

De minister van zijn kant verwijst naar zijn antwoord tijdens diezelfde bespreking.

Art. 6

Volgens *de heer De Bremaeker* zijn de bewoordingen van het artikel enigszins in tegenspraak met elkaar. In § 2 wordt immers bepaald dat « per jaar slechts één keer wordt ingelijfd », maar vervolgens dat « om te voorzien in uitzonderlijke behoeften, kunnen verscheidene [...] inlijvingen georganiseerd worden ». Hoe moet dat precies worden begrepen ?

De minister antwoordt dat de jaarlijkse inlijving de algemene regel is; de herhaling van die ingreep blijft de uitzondering.

Art. 7 tot 11

Over die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 12

De heer De Bremaeker vraagt zich af of in dit artikel de graden van de Zeemacht niet over het hoofd werden gezien.

De minister antwoordt ontkennend. Hij verwijst naar artikel 3, dat stelt : « Voor de toepassing van deze wet wordt, telkens als een graad wordt vermeld, ook de gelijkwaardige graad in aanmerking genomen ».

Art. 13 à 16

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Art. 17

M. Dallons dépose un amendement n° 2 (Doc. n° 1391/2), qui vise, au 1° du § 1^{er} de cet article, à remplacer les mots « au moins un an de service actif » par les mots « au moins deux ans de service actif ».

L'auteur de l'amendement indique que cet amendement est en liaison avec celui qu'il a déposé à l'article 5 et s'inscrit donc dans la perspective d'un engagement court terme minimal de trois ans.

Le Ministre renvoie aussi à sa réponse précédente.

Art. 18 à 39

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Art. 40

M. Dallons dépose un amendement n° 3 (Doc. n° 1391/2), qui au § 2 de cet article, vise à remplacer les mots « au moins deux années » par les mots « au moins trois années ». Il renvoie à la justification de ses deux amendements précédents.

Le Ministre fait de même pour ce qui concerne sa réponse.

Art. 41 à 43

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

V. — VOTES

Les articles 1^{er} à 4 sont adoptés par 10 voix et deux abstentions.

L'amendement n° 1 de *M. Dallons* est rejeté par 10 voix contre une et une abstention.

L'article 5 est adopté par 10 voix contre une et une abstention.

Les articles 6 et 7 sont adoptés par 7 voix et cinq abstentions.

Les articles 8 à 11 sont adoptés par 10 voix contre deux.

L'article 12 est adopté par 7 voix et cinq abstentions.

L'article 13 est adopté par 10 voix et deux abstentions.

Art. 13 tot 16

Over die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 17

De heer Dallons dient een amendement n° 2 (Stuk n° 1391/2) in, dat ertoe strekt in § 1, 1°, de woorden « minstens één jaar werkelijke dienst » te vervangen door de woorden « ten minste twee jaar werkelijke dienst ».

De indiener verklaart dat zijn amendement moet worden gelezen in samenhang met het amendement dat hij op artikel 5 heeft ingediend. Het stemt dus overeen met een keuze voor een korte-termijndienstneming van ten minste drie jaar.

Ook *de minister* verwijst naar zijn vorig antwoord.

Art. 18 tot 39

Over die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 40

De heer Dallons dient een amendement n° 3 (Stuk n° 1391/2) in, dat ertoe strekt in § 2 van dit artikel de woorden « minstens twee jaar » te vervangen door de woorden « ten minste drie jaar ». Hij verwijst naar de verantwoording van zijn twee vorige amendementen.

De minister doet hetzelfde voor zijn antwoord.

Art. 41 tot 43

Over die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

V. — STEMMINGEN

De artikelen 1 tot 4 worden aangenomen met 10 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 1 van *de heer Dallons* wordt verworpen met 10 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Artikel 5 wordt aangenomen met 10 tegen 1 stem en 1 onthouding.

De artikelen 6 en 7 worden aangenomen met 7 stemmen en 5 onthoudingen.

De artikelen 8 tot 11 worden aangenomen met 10 tegen 2 stemmen.

Artikel 12 wordt aangenomen met 7 stemmen en 5 onthoudingen.

Artikel 13 wordt aangenomen met 10 stemmen en 2 onthoudingen.

Les articles 14 à 16 sont adoptés par 9 voix et trois abstentions.

L'amendement n° 2 de *M. Dallons* est rejeté par 7 voix contre une et quatre abstentions.

L'article 17 est adopté par 7 voix contre une et quatre abstentions.

L'article 18 est adopté par 10 voix et deux abstentions.

L'article 19 est adopté par 7 voix et cinq abstentions.

Les articles 20 à 39 sont adoptés par 9 voix et trois abstentions.

L'amendement n° 3 de *M. Dallons* est rejeté par 10 voix contre une et une abstention.

Les articles 40 à 43 sont adoptés par 9 voix contre une et deux abstentions.

*
* *

L'ensemble du projet de loi est adopté par 7 voix et cinq abstentions.

Le Rapporteur,

H. CANDRIES

Le Président,

J. DEVOLDER

ERRATA

Art. 22

Au § 2, cinquième ligne, il y a lieu d'insérer les mots « de plein droit » après le mot « revêtu ».

Art. 26

Au § 4, 1°, deuxième ligne, il y a lieu d'insérer les mots « de reclassement » après le mot « prime ».

De artikelen 14 tot 16 worden aangenomen met 9 stemmen en 3 onthoudingen.

Amendement n° 2 van *de heer Dallons* wordt verworpen met 7 tegen 1 stem en 4 onthoudingen.

Artikel 17 wordt aangenomen met 7 tegen 1 stem en 4 onthoudingen.

Artikel 18 wordt aangenomen met 10 stemmen en 2 onthoudingen.

Artikel 19 wordt aangenomen met 7 stemmen en 5 onthoudingen.

De artikelen 20 tot 39 worden aangenomen met 9 stemmen en 3 onthoudingen.

Amendement n° 3 van *de heer Dallons* wordt verworpen met 10 tegen 1 stem en 1 onthouding.

De artikelen 40 tot 43 worden aangenomen met 9 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

*
* *

Het gehele wetsontwerp wordt aangenomen met 7 stemmen en 5 onthoudingen.

De Rapporteur,

H. CANDRIES

De Voorzitter,

J. DEVOLDER

ERRATA

Art. 22

In § 2, op de vijfde regel van de Franse tekst, dienen de woorden « de plein droit » ingevoegd te worden na het woord « revêtu ».

Art. 26

In § 4, 1°, tweede regel, van de Franse tekst, dienen na het woord « prime » de woorden « de reclassement » te worden ingevoegd.